

Message de soutien de José Bové aux Déboulonneurs

22-3-2007

J'apporte mon soutien total aux Déboulonneurs, à leur combat non-violent, ainsi qu'à leurs revendications. Je me réjouis qu'ils et elles refusent de se résigner à voir nos villes et nos villages, nos espaces publics et nos vies envahis par la publicité.

Face à l'invasion publicitaire, comme face aux OGM, il n'y a malheureusement pas d'autre recours, pas d'autre alternative que la désobéissance civique. Il faut avoir le courage de ses convictions, pour les assumer, quitte à risquer prison. Il faut oser la désobéissance civique.

Le système publicitaire porte atteinte au fonctionnement même de notre démocratie. Il incarne tous les travers du libéralisme triomphant. Il n'est pas sans effets, sans conséquences, mais engendre des dommages sociaux, environnementaux et sanitaires indéniables – dont nous payons tou-te-s le prix, en premier lieu les plus pauvres d'entre nous.

Les collusions entre industrie publicitaire, médias et certains hommes politiques contribuent à la confiscation de la démocratie. Ce système doit être d'autant plus combattu qu'il ne rechigne pas à enfreindre la loi : 1/3 des panneaux sont illégaux (trop grands, à proximité de monuments classés, etc.).

L'invasion publicitaire porte atteinte à la dignité des femmes, sur lesquelles elle exerce une violence symbolique intolérable, à laquelle nous pouvons et devons mettre fin. Elle est un danger sanitaire – anorexie et obésité se développent de manière inquiétante.

La publicité est un cheval de Troie d'une société et d'un espace public toujours plus privatisés et surveillés, à mesure que nos libertés s'amenuisent. Les panneaux publicitaires sont utilisés pour tester de nouvelles formes de vidéosurveillance. Les trottoirs sont privatisés. Une nouvelle étape a été franchie récemment : les publicitaires prétendent se substituer aux services publics, pour nous faire croire qu'ils oeuvrent au service de l'intérêt général. Ils mettent donc à disposition de certaines municipalités des vélos, en l'échange du marché publicitaire local. Or la publicité a un coût, que nous payons tou-te-s, à chaque achat que nous faisons. C'est donc un impôt privé qu'inventent actuellement les publicitaires, avec la complicités des élu-e-s locaux : plutôt que de développer des politiques volontaristes de réduction de la place de la voiture, ils se réjouissent de voir des multinationales faire semblant d'assurer une mission de service public.

Je ne peux donc que m'associer au choix de la non-violence fait par les déboulonneurs, à leur volonté d'aller jusqu'au bout de leurs convictions, d'assumer leur choix quitte à risquer la prison. Car ce refus est un projet, celui d'une société socialement juste, écologiquement responsable, respectueuse de la dignité de tou-te-s.

Je veux ici répéter qu'il n'y a pas d'incohérence à pratiquer la désobéissance civique puis à se présenter à l'élection présidentielle : j'ai toujours assumé mes actes, fondés sur la légitimité démocratique. La désobéissance civique vise à transformer la loi, à la faire évoluer, quand ce n'est pas tout simplement à la faire appliquer. Elle est une forme d'attachement au droit, à la justice, qui nous protège tou-te-s, et respecte notre dignité.

J'ai décidé de prolonger ces actions, par une candidature, collective – à l'image des actions de désobéissance civique.

Je m'engage donc à réformer la loi de 1979, pour définir un cadre véritablement contraignant, qui proscrive toute dérogation. L'affichage publicitaire n'excédera pas 50*70 centimètres, et le nombre

de panneaux sera limité, en fonction du nombre d'habitants dans chaque agglomération. Les panneaux illégaux seront démantelés, au frais des publicitaires. La publicité télévisuelle sera également encadrée, principalement celle qui touche les plus jeunes.

Un autre monde est en marche. Tou-te-s ensemble, changeons vraiment nos vies.